



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 21 NOVEMBRE 2024

Délocalisation chez Legrand : la réaction de Jean-Claude Leblois

« Une mauvaise nouvelle dans une actualité qui n'en manque pas »

C'est avec beaucoup d'inquiétude que j'apprends la décision du Groupe Legrand d'opérer un transfert de ses activités de Limoges vers la Hongrie. C'est une très mauvaise nouvelle pour la capitale du Département et c'est un très mauvais signal envoyé aux salariés et à tout l'écosystème économique local.

Cette décision de délocaliser une partie de la production de ce géant du CAC40 (seul groupe international avec Michelin à avoir son siège en province) s'opère dans un climat politique et social de crise où les mauvaises nouvelles s'accumulent pour notre pays avec de nombreux plans de licenciements annoncés ou redoutés, des menaces de retraits d'entreprises étrangères telles Ryanair, un secteur agricole très remonté, avec des coupes sombres annoncées dans les budgets des services publics nationaux et locaux subséquents au projet de loi de finances pour 2025.

Ces annonces sont très inquiétantes. Elles signent l'échec de la politique de l'offre voulue par Emmanuel Macron depuis 10 ans. Tous les dispositifs et les cadeaux faits aux grandes entreprises et à leurs dirigeants pour relancer l'industrie et redresser notre balance commerciale s'avèrent vains. Un seul secteur est en croissance, celui des inégalités !

Aujourd'hui, à force de dérégulation, l'État est nu, l'État est faible. Il semble ne plus être en mesure de faire pression sur ce type de décision et reste sans stratégie ni solution alors que les Françaises et les Français aspirent à la stabilité et vivent dans la peur de décrocher.

Les collectivités, premier et dernier rempart de solidarité, sont elles aussi attaquées. Il est temps de changer de cap pour la France et de faire attention à l'humain.

Concernant l'entreprise Legrand, je demande que la direction nous reçoive pour nous expliquer les motivations justifiant un tel transfert qui, au regard des informations données dans la presse, ne paraît pas tant que cela étayé économiquement. Sans parler des impacts climatiques liés aux transports et du symbole politique de la Hongrie signalée pour ses dérives antidémocratiques.

Parallèlement, je saisis le ministre de l'Industrie afin qu'une solution alternative soit étudiée par les dirigeants de Legrand, solution qui puisse préserver les emplois localement.

Contact presse :

Mégane Lépine - Service communication
05 44 00 12 41